**CENTRE COMMUNAL D’ACTION SOCIALE**

**13520 MAUSSANE LES ALPILLES**

DELIBERATION DU CONSEIL D’ADMINISTRATION DU C.C.A.S.

**Séance du 14 avril 2022**

---OOOOO---

*Le quatorze avril deux mille vingt-deux à dix-huit heures, le Conseil d’Administration du C.C.A.S. régulièrement convoqué le cinq avril deux mille vingt-deux s'est réuni au nombre prescrit par la loi dans le lieu habituel de ses séances, en réunion ordinaire sous la Présidence de Monsieur Jean-Christophe CARRÉ, Président.*

**Vu** la loi n° 2021-1465 du 10 novembre 2021 portant diverses dispositions de vigilance sanitaire,

**Etaient présents :** Monsieur Jean-Christophe CARRÉ, Président, Monsieur Henri REYNOUD, vice-Président, Mesdames Fabienne CITI, Dominique STEKELOROM, Yolande NADALIN, Marie-France NEEL, Roseline CAMPIONI.

**Absent excusé :** Marie-Pierre CALLET et Christiane GREINER.

**Secrétaire de Séance :** Monsieur Henri REYNOUD, Vice-président.

**N° 2022/04/14/04 - OBJET : Affectation du résultat de l’exercice 2021.**

**Rapporteur** : Monsieur Henri REYNOUD, vice-Président du C.C.A.S.,

Monsieur le vice-président indique aux membres présents du Conseil d’Administration que la section de fonctionnement du C.C.A.S. présente un excédent, au terme de l’exercice de l’année 2021, d’un montant de 44.582,24 €.

Considérant que la section d’investissement est nulle, il propose d’intégralement affecter cet excédent en report de fonctionnement sur l’exercice 2022.

Sur proposition de Monsieur le vice-président, le Conseil d’Administration du C.C.A.S., après en avoir délibéré, à l’unanimité des suffrages exprimés,

**REPORTE** intégralement en fonctionnement sur l’exercice 2022 l’excédent de fonctionnement constaté à la clôture de l’exercice 2021 pour la somme de 44.582,24 €, ligne R002.

Fait et délibéré à Maussane les Alpilles, en l'Hôtel de ville les jour, mois et an susdits et ont signé les membres présents.

Pour extrait certifié conforme. Délibération exécutoire par sa publication

et sa transmission à la sous-Préfecture le :

Le Président,

**Jean-Christophe CARRÉ**

***Délai et voie de recours : la présente délibération peut faire l’objet d’un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille (22-24 rue Breteuil 13281 Marseille cedex 6) dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification et de sa réception par le représentant de l’Etat.***